



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité procédures environnementales

N° S3IC : 68.2426

N° 0 5 3

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société AFM RECYCLAGE située à Colomiers, Z.I. En Jacca, 27 chemin de la Ménude

Le préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la directive n° 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L515-28 à L515-31 et R515-58 à R515-84 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2009 autorisant la société AFM RECYCLAGE à exploiter, aux fins de régularisation, une plate-forme de recyclage et de valorisation de produits métalliques et automobiles située sur le territoire des communes de Colomiers et de Plaisance-du-Touch, et portant agrément pour le broyage des véhicules hors d'usage (agrément n° PR31 00001 B) ;

Vu la lettre d'actualisation de classement du 31 mai 2012 ;

Vu la lettre du 29 octobre 2013 de la société AFM RECYCLAGE proposant de retenir le classement des activités de son site de Colomiers selon la rubrique n° 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la lettre de l'inspection des installations classées du 14 octobre 2014 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 8 avril 2015 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas remis, avant le 7 janvier 2014, le dossier de mise en conformité et le rapport de base conformément à l'article R515-82 du code susvisé ;

Considérant que l'absence du dossier de mise en conformité ne permet pas de statuer sur la conformité de son installation au document BREF du secteur des déchets (WT) ;

Considérant que l'absence du rapport de base ne permet pas d'établir, lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, si l'installation est à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines ;

Attendu qu'il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser la situation ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne ;

Arrête :

Art. 1^{er} - La société AFM RECYCLAGE est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite Z.I. En Jacca, 27 chemin de la Ménude à Colomiers, de transmettre sous le délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, le dossier de mise en conformité accompagné du rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R515-59 du code de l'environnement ou du mémoire justificatif pour les installations non soumises au rapport de base, conformément à l'article R515-82 du code précité.

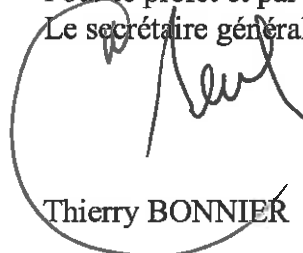
Art. 2 - A défaut d'exécution dans le délai mentionné à l'article 1^{er}, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3 - Le présent arrêté est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délais de deux mois à compter de la date de sa notification.

Art. 4 - Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées et le directeur départemental des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 24 AVR. 2015

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Thierry BONNIER', is written over a circular official stamp. The stamp is partially visible and contains some illegible text.

Thierry BONNIER